



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Bulletin électronique

Septembre-octobre 2011 N° 62

Point de vue global

La nouvelle révolution : La première Assemblée mondiale du Mouvement de la société civile pour la transparence, la participation et la responsabilisation budgétaires en Tanzanie, par Delaine McCullough, Partenariat budgétaire international

Les limites de la contagion : Comment les politiques ethniques façonnent la riposte des gouvernements au sida, par Evan S. Lieberman, professeur associé, Département des sciences politiques, Université de Princeton

Le Forum de Busan sur l'efficacité de l'aide : les prochaines étapes ? par Paolo de Renzio, Partenariat budgétaire international

Partager les connaissances et combler les lacunes dans le monde budgétaire, par Janet Oropeza, l'Initiative Evidence and Lessons from Latin American, Centre Fundar pour l'analyse et la recherche

Avis : Développer et intégrer la technologie de l'information et l'engagement des citoyens pour des budgets plus transparents et participatifs, par Jacob Bathanti, Partenariat budgétaire international

Fiches pays

Bonne gouvernance en Jordanie : Passer de l'offre à la demande, par Mark Gallagher et Alison Fahey, DAI, Deuxième projet de réforme fiscale en Jordanie de l'Agence américaine pour le développement international (USAID)

Le ministre des Finances du Kazakhstan lance le projet de loi relatif au budget des citoyens, par

Impact massif : la première assemblée mondiale sur la transparence, la participation et la responsabilisation

Dans le cadre d'un geste historique pour promouvoir une budgétisation gouvernementale ouverte et responsable envers le public, l'IBP et ses partenaires ont réuni plus de 100 représentants de groupes de la société civile à Dar es Salaam, en Tanzanie au mois de novembre. Les acteurs de près de 60 pays et organisations internationales ont jeté les bases de la construction et de la consolidation d'un mouvement intégré et dynamique d'organisations qui travailleront ensemble aux niveaux local, national et international. Lire l'article ci-dessous pour plus de détails et de ressources.



November 18/19 2011

Dar es Salaam, Tanzania

Pour en savoir davantage sur l'Assemblée et suivre les avancées du mouvement, veuillez consulter le site : www.makebudgetspublic.org.

Zhanibek Khassan, Programme pour la transparence des finances publiques, Fondation Soros-Kazakhstan

La transparence fiscale des gouvernements provinciaux chinois: évaluation, variations et leviers, par Liang Ma, Xi'an Jiaotong University School of Management

L'IBP : catalyser l'activisme, encourager le progrès

Ateliers d'analyse budgétaire au Ghana : Renforcement des connaissances et réforme, par Jennifer Sleboda, Partenariat budgétaire international

Recommandations pour une gestion budgétaire et une présentation des résultats transparentes, par Vivek Ramkumar, Partenariat budgétaire international

La politique d'aide budgétaire de la Commission européenne : L'IBP et Global Witness présentent leurs recommandations, par Elena Mondo et Erin Upton-Cosulich, Partenariat budgétaire international

Visites d'échange : L'occasion de travailler ensemble et de faire progresser les objectifs budgétaires internationaux communs, par Erin Upton-Cosulich, Partenariat budgétaire international, et Teresa Guthrie, Centre pour la gouvernance économique et le sida en Afrique

Restez informés : Publications et ressources Internet

L'Initiative sur le Budget ouvert de l'IBP lève le voile sur les activités hors budget dans cinq nouveaux guides sur la transparence, par le Partenariat budgétaire international

Super Duper Impact Planning Guide [Super guide de la planification de l'impact], par Albert van Zyl, Partenariat budgétaire international

Des emplois pour tous ? Un guide de la société civile pour comprendre et suivre la politique industrielle, par Jason Lakin, Partenariat budgétaire international

Rapport sur la corruption dans le monde : le changement climatique, par Transparency International

Transfert des pouvoirs ? Évaluation de l'impact des initiatives de transparence et de responsabilisation, par Rosie McGee et John Gaventa, Institute of Development Studies

Appel à propositions et offres d'emploi

Assistante administrative pour le programme de l'IBP au Moyen-Orient /Afrique du Nord (MOAN)

Responsable de programme (Réformes gouvernementales) pour le Programme de l'IBP au Moyen-Orient /Afrique du Nord (MOAN)

Responsable de programme (Société civile) pour le Programme de l'IBP au Moyen-Orient /Afrique du Nord (MOAN)

Directeur général en charge des demandes de propositions de Publish What You Fund relatives aux travaux de recherche pluriannuels sur l'impact de la transparence et de la responsabilisation des interventions de la Transparency/Accountability Initiative

Point de vue global

La nouvelle révolution : La première Assemblée mondiale du Mouvement de la société civile pour la transparence, la participation et la responsabilisation budgétaires en Tanzanie, par Delaine McCullough, Partenariat budgétaire international

Les soulèvements démocratiques du printemps arabe, les manifestations « Occupy » dans les villes américaines appelant à la responsabilité des entreprises et du gouvernement, les initiatives internationales en matière de gouvernance transparente et responsable – voilà le contexte dans lequel les organisations de la société civile ont récemment lancé la première action intégrée, transfrontalière et à large échelle pour promouvoir une budgétisation gouvernementale ouverte et responsable envers le public.

Les 18-19 novembre 2011 à Dar es-Salaam, en Tanzanie, Aruna Roy a inauguré la première Assemblée mondiale du Mouvement de la société civile pour la transparence, la participation et la responsabilisation budgétaires avec les mots suivants :

Les révolutions armées ont fait leur temps... Si vous souhaitez vraiment le pouvoir, il faut aller à l'essentiel. Nous devons nous pencher en détail sur la gouvernance, là où réside le problème. Il faut faire la révolution — mais une révolution basée sur la gouvernance participative !

Plus de 100 représentants d'organisations de la société civile de près de 60 pays et 12 organisations internationales, y compris le Partenariat budgétaire international, Greenpeace, Oxfam Novib, le Revenue Watch Institute et la campagne ONE ont participé à l'Assemblée. Dans les discussions qui se sont déroulées sur deux jours, ils ont jeté les bases de la construction et du renforcement d'un mouvement d'organisations intégré et dynamique qui travaillera aux niveaux local, national et international pour promouvoir la transparence budgétaire.

Les budgets sont l'outil indispensable dont les gouvernements disposent pour s'attaquer aux problèmes comme la pauvreté, fournir des services essentiels comme l'éducation et la santé et investir dans l'avenir de leur pays. Une fois les discours politiques terminés, le plus important est la manière dont les gouvernements gèrent effectivement les fonds pour répondre à leurs promesses et priorités.

Les organisations au cœur de cette initiative peuvent travailler dans différents pays et sur différentes questions, mais leur expérience commune montre que lorsque la société civile et le public sont informés et impliqués, ils peuvent améliorer les décisions et les résultats budgétaires et entraîner un processus qui transformera les vies.

Le Mouvement de la société civile pour la transparence, la responsabilisation et la participation budgétaires prévoit des systèmes de finances publiques qui garantissent un accès facile et large aux informations budgétaires, qui offrent aux citoyens et à la société civile des opportunités significatives de participer aux décisions et à la supervision budgétaires tout au long du processus, et qui sont composés d'institutions solides permettant de tenir les gouvernements responsables de la façon dont ils collectent et dépensent l'argent public.

Transformer les opportunités en actions concrètes

Le calendrier de ces actions tire profit d'un certain nombre d'événements significatifs qui représentent un moment unique d'améliorer nettement le fonctionnement des gouvernements, y compris la façon dont ils gèrent les fonds publics pour répondre aux besoins de leurs populations et relever les défis persistants. Le printemps arabe représente l'un des événements les plus spectaculaires, sachant qu'il a non seulement créé une opportunité sans précédent de mettre en place des gouvernements démocratiques et réactifs dans la région, mais a également envoyé un message d'avertissement aux régimes oppressifs et aux « kleptocraties » dans le monde – représentant une source d'espoir pour leurs peuples.

Certaines initiatives internationales et multipartites importantes ont été lancées au cours de l'année écoulée pour promouvoir une gouvernance ouverte, démocratique, réactive et responsable. L'une d'elles est le Partenariat pour un gouvernement transparent ([Open Government Partnership – OGP](#)), qui rassemble des gouvernements, la société civile et l'industrie dans le but de promouvoir la transparence, accroître la participation civique, lutter contre la corruption et exploiter les nouvelles technologies pour renforcer la gouvernance.

Une autre initiative est [l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale](#) qui donne aux gouvernements, aux organisations internationales, aux agences de surveillance, aux fondations et aux organisations de la société civile les moyens de promouvoir et d'institutionnaliser des améliorations significatives et durables en matière de transparence, d'engagement et de responsabilisation budgétaires dans le monde.

Bien que chacune de ces initiatives et actions soit porteuse d'un espoir immense et joue un rôle essentiel de surveillance, elles sont dépourvues de mouvement de la société civile organisé, qualifié et actif pouvant relier les institutions impliquées dans les priorités et les besoins des citoyens ordinaires et risquent de ne pas atteindre les objectifs escomptés.

Les prochaines étapes ?

Les organisations réunies à Dar es-Salaam ont jeté les bases du mouvement en signant une [Déclaration de principes](#), qui commence ainsi :

« Nous sommes des citoyens et des organisations de la société civile du monde entier, unis par la conviction partagée que des budgets publics inclusifs et transparents sont essentiels pour conduire à un monde dans lequel tous les êtres humains jouissent pleinement de leurs droits fondamentaux - civils, politiques, sociaux, économiques, culturels et environnementaux. »

Les principales exigences de la Déclaration sont que tous les gouvernements à tous les niveaux doivent :

1. Reconnaître, légiférer, adopter et rendre opérationnel le droit à l'information en général et à l'information budgétaire publique en particulier ;
2. Engager activement les citoyens et toutes les autres parties prenantes dans l'établissement des priorités du budget public – y compris les fonds paraétatiques et parafiscaux – de manière la plus inclusive possible et le plus tôt possible ;
3. Produire au moins huit documents budgétaires clés et en débattre publiquement et en temps opportun : le rapport préalable au budget, le projet de budget de l'exécutif, le budget adopté, le budget des citoyens, le rapport en cours d'année, la revue de milieu d'année, le rapport de fin d'année et le rapport d'audit
4. Produire des rapports sur tous les flux financiers et les institutions financières, y compris ceux qui sont gérés en dehors du processus budgétaire officiel ;
5. Inclure toutes les ressources utilisées pour la mise en œuvre des politiques publiques, fiscales et économiques, indépendamment de leur origine, dans leurs documents et processus budgétaires publics ;
6. Assurer l'indépendance des législatures et des contrôleurs à l'égard du gouvernement et leur assurer des ressources suffisantes pour renforcer leurs capacités, et donc remplir avec efficacité leurs rôles de surveillance ; et
7. Publier et diffuser des informations budgétaires dans des formats conviviaux et accessibles par tous les moyens possibles, y compris des formats de données numériques par l'Internet, les bibliothèques publiques, les centres d'information, etc.

Les participants à l'Assemblée sont également parvenus à un accord sur une structure de gouvernance légère et flexible qui comprend un Comité de pilotage et un certain nombre de groupes de travail clés qui mettront l'accent sur les stratégies, les initiatives et les opportunités à différents niveaux et dans différents secteurs afin de promouvoir le programme du mouvement au cours de l'année prochaine. Les groupes de travail ont été établis et se concentreront sur : 1) les normes mondiales nécessaires pour la transparence et la responsabilisation des finances publiques ; 2) la transparence de l'aide ; 3) la santé maternelle et générale ; 4) le changement climatique ; 5) l'extraction des ressources naturelles ; et 6) les droits économiques, sociaux et culturels.

Les participants ont élu les membres du premier Comité de pilotage, dont la moitié aura un mandat de deux ans et l'autre moitié de quatre ans. Ces mandats échelonnés ont pour but d'assurer un équilibre entre le dynamisme et la continuité. Les membres du premier comité sont :

- Abraham Djamba Samba wa Shako, Reged, République démocratique du Congo
- Gertrude Mugizi, Centre for Social Accountability, Afrique du Sud
- Semkae Kilonzo, Poliy Forum, Tanzanie
- Paul Divakar, Campagne nationale pour les droits de l'homme des dalits, Inde
- Valentina Sri Wijiyati, IDEA, Indonésie
- Sergey Gulyayev, Réseau national budgétaire du Kazakhstan
- Iara Pietricovsky de Oliveira, INESC, Brésil
- Jorge Santos, CIIDH, Guatemala
- Yahya Al Sharki, Cultural Development Programs Foundation, Yemen
- Katarina Ott, Institut des finances publiques, Croatie
- Helena Hofbauer, Partenariat budgétaire international

Pour en savoir plus sur l'Assemblée et suivre les progrès réalisés par le mouvement, rendez-vous à l'adresse suivante : www.makebudgetspublic.org.

Les limites de la contagion : Comment les politiques ethniques façonnent la riposte des gouvernements au sida, par Evan S. Lieberman, professeur associé, Département des sciences politiques, Université de Princeton

Les réponses des gouvernements à l'épidémie de VIH/sida varient fortement d'un pays à l'autre depuis le début de la crise. Ces différences peuvent être observées relativement clairement dans les dotations budgétaires nationales — peut-être la meilleure source d'information pour comprendre comment un gouvernement établit ses priorités. Parmi les pays à forte prévalence de VIH/sida, les gouvernements centraux du Brésil et du Botswana, par exemple, ont réagi de manière agressive. En revanche, les gouvernements tels que celui d'Afrique du Sud ont pris du temps pour engager des ressources, au détriment de leurs citoyens.

Quelles sont les raisons pouvant expliquer cette situation ? Certes, de nombreux facteurs influencent la budgétisation de lutte contre le sida, mais les travaux de recherche décrits ici se penchent sur la façon dont les structures de concurrence politique ethnique influencent la riposte au le sida. Dans *Boundaries of Contagion: How Ethnic Politics Shape Government Responses to AIDS* [Les limites de la contagion : Comment les politiques ethniques façonnent la riposte des gouvernements au sida] (Princeton University Press 2009), je démontre que dans les pays où les frontières ethniques sont fortes ou institutionnalisées, les hommes politiques nationaux ont tendance à éviter d'aborder le thème du sida - alors que dans les pays qui sont plus homogènes ou qui ont activement dé-institutionnalisés les catégories ethniques, l'action du gouvernement central est beaucoup plus susceptible d'être importante et agressive. Dans les communautés divisées au niveau ethnique ou racial, le problème du sida est davantage considéré comme la question « ce sont eux contre nous », et, en raison de la stigmatisation associée au VIH, même les groupes à forte prévalence ne sont pas enclins à exiger des ressources liées au sida. Dans les pays où ces divisions n'existent pas, le problème a été plus fréquemment perçu comme une crise qui affecte tout le monde, et les actions activistes et internationales visant à répondre agressivement ont pu s'imposer plus facilement sur le plan politique.

Les recherches qui étayent ces conclusions combinent plusieurs études de cas (Afrique du Sud, Inde et Brésil) et un ensemble d'analyses statistiques de données budgétaires entre pays – notamment des dépenses budgétaires tant nationales que celles accordées par des bailleurs de fonds sur des aspects liés au sida. J'ai également étudié les discours budgétaires, notamment le nombre de fois où les termes « VIH » ou « sida » étaient cités. Différentes mesures de différences ethniques politiquement pertinentes ont systématiquement conduit à des niveaux inférieurs de dépenses pour le VIH et de discours sur le VIH, même en étudiant d'autres facteurs, tels que le revenu par habitant ou la prévalence estimée du VIH.

Ces travaux de recherche ont également montré que certains autres facteurs qui étaient supposés avoir une importance n'en avaient aucune, au moins dans la moyenne. Par exemple, les pays démocratiques ne semblent pas avoir été beaucoup plus agressifs que les pays non démocratiques dans leurs niveaux de dépenses après l'étude des facteurs tels que le revenu par habitant.

Compte tenu de l'augmentation de la dé-stigmatisation du VIH et de la pression à long terme de la communauté internationale, les effets négatifs des conflits ethniques sur les dépenses liées au sida ne perdureront pas indéfiniment. L'Afrique du Sud est à l'évidence un pays où les tendances sont positives en termes de financement et d'attention, alors même que l'héritage de l'apartheid a implicitement soutenu les tensions raciales dans ce pays. Mais l'héritage de la négligence a déjà abouti à la perte de millions de vies.

Contactez Evan Liebermant à esl@Princeton.edu pour plus d'informations.

Pour en savoir davantage sur le financement du VIH/sida en Afrique du Sud, veuillez consulter l'étude de cas la plus récente de l'IBP en cliquant [ici](#).

Le Forum de Busan de haut niveau sur l'efficacité de l'aide : les prochaines étapes ? par Paolo de Renzio, Partenariat budgétaire international

Du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011, plus de 2000 délégués se sont réunis pour le quatrième Forum de haut niveau (HLF4) sur l'efficacité de l'aide à Busan, en Corée. Les délégués ont examiné les progrès mondiaux réalisés dans l'amélioration de l'impact et de l'efficacité de l'aide.

Dans le cadre de son travail pour promouvoir la transparence, la participation et la responsabilisation budgétaires, l'IBP a présenté des recommandations aux organismes donateurs, aux gouvernements bénéficiaires de l'aide et à d'autres acteurs pour améliorer la transparence de l'aide et la transparence budgétaire, et pour associer les deux. L'IBP souligne l'importance des informations apportées par les donateurs sur les flux d'aide et de la communication aux citoyens des informations budgétaires par les gouvernements des pays bénéficiaires.

Le HLF4 a mis en place un cadre raisonnable pour faire avancer les questions clés auprès des organisations de la société civile travaillant sur la transparence et la responsabilisation, mais des lacunes importantes persistent.

Pour plus d'informations sur les prochaines étapes de l'IBP et les conclusions du forum, cliquez [ici](#).

Pour plus d'informations sur les recommandations de l'IBP, lisez la note d'information complète [ici](#).

Pour plus d'informations sur cette question, veuillez consulter Blog des budgets ouverts [ici](#).

Partager les connaissances et combler les lacunes dans le monde budgétaire, par Janet Oropeza, l'Initiative Evidence and Lessons from Latin American, Centre Fundar pour l'analyse et la recherche

L'Initiative *Evidence and Lessons from Latin America* (ELLA – Preuves et enseignements tirés d'Amérique latine) a établi une plateforme internationale de partage des connaissances et

d'apprentissage. Elle a pour objectif d'aider les décideurs politiques, les spécialistes du développement et les chercheurs en Afrique et en Asie à tirer les enseignements des expériences latino-américaines sur les questions de développement économique, environnementales et de gouvernance.

Le financement du projet est assuré par le Département britannique pour le développement international, avec la collaboration du groupe budgétaire mexicain de la société civile, Fundar Centre for Analysis and Research, qui est également partenaire de l'IBP. D'autres organismes de recherche qui sont engagés dans la gestion de l'initiative ELLA, notamment Practical Action Consulting, Grupo de Análisis para el Desarrollo (GRADE), Sud Sud Nord-Brésil, l'Institut international pour l'environnement et le développement, et le Kumasi Institute of Technology and Environment (KITE).

L'Initiative ELLA a les objectifs suivants :

1. partage les **connaissances** acquises des récentes expériences latino-américaines en produisant et en diffusant des publications fondées sur des preuves ;
2. favorise **l'apprentissage** entre pays latino-américains, africains et sud-asiatiques grâce à des échanges et des activités entre les participants des trois régions ; et
3. fournit une plateforme de **réseautage** pour les organisations et les individus en Afrique afin d'associer d'autres organisations et individus dans leur propre région et en Amérique latine.

Dans le domaine de la gouvernance, l'initiative ELLA documente les expériences latino-américaines pour promouvoir et s'engager dans la transparence et la responsabilisation, la participation citoyenne, l'analyse et la surveillance budgétaires, la réalisation des droits humains, la prévention des conflits et de la violence, l'égalité des sexes et les droits des autochtones. Les exemples incluent les efforts liés à la budgétisation participative, la production et la diffusion des Budgets des citoyens et l'utilisation du droit d'accès aux informations de l'audit social.

Les organisations de la société civile, les chercheurs et les décideurs politiques d'Asie du Sud et d'Afrique sont encouragés à consulter les publications de l'Initiative ELLA et à s'engager dans les activités d'apprentissage ou de réseautage en consultant le site Web de l'initiative à <http://ella.practicalaction.org/>.

Contactez Janet Oropeza à janet@fundar.org.mx pour en avoir plus d'informations sur l'initiative ELLA.

Avis : Développer et intégrer la technologie de l'information et l'engagement des citoyens pour des budgets plus transparents et participatifs, par Jacob Bathanti, Partenariat budgétaire international

Au vu de l'expansion spectaculaire des médias et des technologies électroniques comme sources d'information et moyens de communication, toute approche visant à consolider la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques et la budgétisation doit tenir compte des technologies de l'information et des communications (TIC). Alors que les décideurs politiques mettent de plus en plus l'accent sur les TIC pour encourager la participation et accélérer le développement, le processus budgétaire représente une arène prometteuse dans laquelle les applications TIC – appelées diversement e-gouvernement, e-démocratie, e-participation ou e-développement – sont susceptibles d'avoir un impact significatif. Les applications TIC peuvent permettre aux gouvernements et aux sociétés de produire des politiques, y compris des politiques fiscales dans la dynamique collaborative de gouvernement participatif ou de « co-gouvernance ».¹

Des exemples de cette tendance ont fait l'objet d'articles publiés dans cette édition de la lettre d'informations de l'IBP, ainsi que dans des éditions précédentes, tels que l'adoption de systèmes intégrés de gestion financière pour assurer le suivi des dépenses du gouvernement en interne, et l'utilisation de portails de données en ligne pour diffuser l'information au public dans des pays comme [Kenya](#), le [Libéria](#) et le [Brésil](#). Ainsi, en étudiant la phase de mise en œuvre de la budgétisation des services publics, la Banque mondiale a documenté l'impact des Centres de services aux citoyens, connectés à l'Internet, en

¹ Andrea Cornwall et Vera Schattan P. Coelho, *Spaces for Change? The Politics of Citizen Participation dans New Democratic Arenas* (Londres : Zed Books, 2007).

Inde, en Colombie et en Australie. Ces [centres](#) ont joué un rôle clé dans la réduction de la corruption, l'amélioration de la responsabilisation et la création d'opportunités permettant aux citoyens de fournir une rétroaction sur les services fournis, qu'il s'agisse de déclarer ses revenus ou d'accéder à des informations gouvernementales.

Les initiatives mondiales ont le potentiel d'encourager ces développements prometteurs. L'[Open Government Partnership](#) (Partenariat pour un gouvernement transparent - OGP), une initiative multi-parties prenantes visant à accroître la transparence et la responsabilisation gouvernementales, est une initiative qui crée des structures et des incitations pour la collaboration et le partage d'informations axés sur la technologie entre les gouvernements et les citoyens. Par exemple, le [portail de données en ligne](#) brésilien, fortement admiré, sert de modèle pour les engagements pris par plusieurs pays membres de l'OGP pour créer des portails similaires.

Alors que la demande pour une gouvernance transparente et responsable est de plus en plus associée à un besoin de solutions technologiques innovantes, des entreprises spécialisées en TIC, à but lucratif et non lucratif, proposent de concevoir des solutions, accélérant davantage la tendance. [Citivox](#) est une plateforme en ligne qui utilise des techniques de crowdsourcing (qui consiste à s'appuyer sur de larges réseaux d'internautes pour réaliser une enquête complexe) pour générer des analyses statistiques des services publics et d'autres indicateurs de gouvernance. En effet, ces informations permettent au public de suivre et de signaler l'exécution budgétaire pour entraîner de [meilleures politiques](#). L'entreprise [ScytI](#), basée à Barcelone, construit des portails Web personnalisés pour le vote électronique, la prestation de services et les forums publics. Ces applications bidirectionnelles permettent aux citoyens d'accéder et de partager des informations, d'inciter le débat et d'exprimer un vote lors de référendums. L'élaboration des politiques au niveau local, y compris la budgétisation, devient ainsi un processus public délibératif nanti du pouvoir que lui confèrent les nouvelles technologies.

Les technologies de l'information ne sont pas la panacée, en particulier dans les pays où la connectivité à l'Internet est encore faible, et elles ne peuvent pas remplacer le travail difficile de réforme institutionnelle et d'engagement de la société civile. Alors que les initiatives internationales en faveur de la transparence et de la responsabilisation des finances publiques fleurissent, les TIC offrent un outil puissant pour élargir les espaces de co-gouvernance.

Fiches pays

Bonne gouvernance en Jordanie : Passer de l'offre à la demande, par Mark Gallagher et Alison Fahey, DAI, Deuxième projet de réforme fiscale en Jordanie de l'Agence américaine pour le développement international (USAID)

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement de Jordanie a mis en place des réformes importantes de gestion des finances publiques. Par exemple, le ministère des Finances a considérablement amélioré le modèle informatique de l'économie qu'il l'utilise pour faire ses prévisions et planifier le cadre global des finances publiques du pays pour les trois prochaines années. Par ailleurs, le Département du budget général a mis en place un système national de « budgétisation axée sur les résultats », qui relie les dépenses publiques avec les objectifs de politique publique. Après plusieurs années de conception et de développement, le ministère des Finances a déployé son nouveau système gouvernemental d'information sur la gestion financière (GFMS), un système financier et comptable qui automatise de nombreux aspects de la planification et de l'exécution budgétaires, de la comptabilité, des opérations de trésorerie et de l'élaboration des rapports. Tous ces progrès promettent un meilleur contrôle des finances publiques et un alignement étroit entre les allocations budgétaires et les résultats attendus.

L'ensemble des efforts visant à améliorer le système des finances publiques se sont concentrés sur l'amélioration des processus, l'optimisation et le renforcement des capacités. L'objectif global est de renforcer l'offre de la bonne gouvernance dans l'allocation des ressources publiques, afin de fournir les services auxquels aspire la population jordanienne.

Trois développements importants ont entraîné un changement de cap pour dépasser les améliorations de processus et se diriger vers une plus grande responsabilisation dans l'utilisation des ressources publiques en Jordanie. La mise en œuvre du GFMIS à large échelle a permis de faciliter et d'automatiser le contrôle financier, et cette année, le gouvernement a introduit de nouvelles réglementations sur les contrôles financiers internes, qui donnent aux directeurs financiers de chaque ministère du gouvernement la responsabilité du contrôle interne de leurs agences. Ces changements ont permis d'alléger la charge de travail du Bureau de vérification, qui peut consacrer davantage de ressources à un nouveau domaine d'opportunité : l'audit de performance.

En renforçant ses capacités à mener des audits de performance, le Bureau de vérification pourra évaluer objectivement et systématiquement l'efficacité des entités gouvernementales pour atteindre leurs buts et objectifs avec les ressources qui leur sont allouées. Le Bureau de vérification a commencé trois audits de performance pilotes – axés sur la gestion de la flotte de véhicules du gouvernement, les achats de produits pharmaceutiques et la gestion des déchets - qui promettent d'identifier les moyens pour le gouvernement de faire plus avec ses ressources, de réduire les déchets et d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens. Compte tenu de l'espace budgétaire limité de la Jordanie, l'amélioration de l'efficacité des programmes est un moyen essentiel pour soulager la pression sur les fonds publics, tout en continuant à offrir des services et à répondre aux attentes des citoyens.

En plus d'introduire l'audit de performance, le Bureau de vérification a pris des mesures importantes pour améliorer son autonomie institutionnelle :

- À l'heure actuelle, le Bureau de vérification dépend du bureau du Premier ministre, une structure organisationnelle qui ne répond pas aux normes internationales. Une législation qui permettrait d'assurer une plus grande indépendance du Bureau de vérification est à l'étude en imposant qu'il ne relève que du Parlement.
- Par ailleurs, les conclusions du rapport du Bureau de vérification ne sont actuellement pas mises à la disposition du public – elles sont envoyées uniquement au Premier ministre et au Parlement, tandis que d'autres accès sont restreints. En tant que moyens visant à améliorer la transparence, les rapports d'audit de performance seront publiés en accès libre au public, permettant ainsi aux Jordaniens de demander des comptes à leur gouvernement.

Les audits de performance pilotes actuellement en cours peuvent contribuer à cultiver une demande de meilleure gouvernance et à obliger les agences gouvernementales à offrir ce qu'elles promettent. Avec la publication anticipée de ces rapports et le changement institutionnel potentiel à l'étude qui permettront au Bureau de vérification de rendre compte directement au Parlement, les audits traditionnels et les audits de performance sont susceptibles d'améliorer non seulement la transparence mais, plus important, les capacités de la société civile à exiger une bonne gouvernance.

Ces mesures ont le potentiel d'améliorer le score de la Jordanie relatif à l'indice de l'IBP sur le budget ouvert, une mesure indépendante et comparative sur la quantité d'informations budgétaires que les gouvernements mettent à la disposition du public, y compris les informations sur la disponibilité et l'exhaustivité des rapports d'audit. L'indice est dérivé de l'Enquête sur le budget ouvert. La législation exigeant du bureau de vérification de faire rapport à la législature n'est pas comprise dans le score de l'indice, mais fait partie du cadre juridique évalué par l'enquête à l'égard de la force de surveillance de l'institution supérieure de contrôle d'un pays.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Alison Fahey à alison_fahey@dai.com.

Le ministre des Finances du Kazakhstan lance le projet de loi relatif au budget des citoyens, par Zhanibek Khassan, Programme pour la transparence des finances publiques, la Fondation Soros-Kazakhstan

En 2010, le *Center for Legal and Economic Reforms Assistance* (Centre pour l'aide aux réformes juridiques et économiques - CLERA), une organisation de la société civile (OSC) basée à Almaty, a

présenté un modèle potentiel de Budget des citoyens au Kazakhstan et dans la région d'Asie centrale. Un Budget des citoyens est une présentation non technique des budgets des gouvernements central et local visant à atteindre et à être compris par un segment de la population le plus large possible. Dans le sillage des travaux du CLERA, une loi établissant des procédures officielles pour l'élaboration et la publication du Budget des citoyens du Kazakhstan a été signée et est en cours de mise en œuvre.

La publication régulière d'un Budget des citoyens par le gouvernement d'un pays est l'un des facteurs qui contribue à rendre le budget plus transparent et responsable, sachant qu'il contribue à assurer que le public est au courant et comprend les plans fiscaux et budgétaires du gouvernement. [L'Enquête 2010 de l'IBP sur le budget ouvert](#) a révélé que seulement 16 des 94 pays étudiés ont publié un Budget des citoyens.

Le CLERA a élaboré trois types de budgets des citoyens qui peuvent être utilisés aux niveaux national, régional et local. En novembre 2010, ces modèles ont été présentés lors d'une conférence régionale sur l'Enquête 2010 sur le budget ouvert à Astana, au Kazakhstan, avec les résultats de l'enquête pour sept pays de la région : Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie, Russie et Ukraine.

Le ministre délégué kazakh aux Finances, Berik Sholpankulov, et Zinaïda Zagorskina, membre de l'institution supérieure de contrôle, ont pris part à la conférence. Les experts qui ont participé ont noté que le gouvernement kazakh pourrait utiliser le modèle Budget des citoyens du CLERA pour rédiger sa propre version à tous les niveaux du système budgétaire. Cette étape aidera le Kazakhstan à améliorer son score relatif à [l'Indice du budget ouvert](#). L'OBI du Kazakhstan était de 38 en 2010, indiquant que le gouvernement a fourni au public des informations minimales au cours de la période évaluée.

En mai 2011, le ministère des Finances a officiellement mis en place un groupe de travail pour élaborer les procédures et une méthodologie visant à produire et à publier le Budget des citoyens. Le groupe de travail comprenait des représentants de la société civile et des membres du Réseau budgétaire national du Kazakhstan (NBSK). Le projet de loi, appelé la « Méthodologie de développement et de diffusion du budget des citoyens », a été préparé après deux mois de coopération active entre les OSC, le ministère des Finances, et la Fondation Soros-Kazakhstan.

Le projet de loi du ministre des Finances a été signé le 27 juin 2011 et couvre les questions liées au développement des Budgets des citoyens tant au niveau central qu'au niveau local. L'originalité de cette loi est que les Budgets des citoyens seront publiés au même moment que le Projet de budget de l'exécutif et après la formulation, l'approbation, l'exécution et l'évaluation des étapes du processus budgétaire. La question 112 de l'Enquête sur le budget ouvert – question ajoutée à l'édition 2012 de l'enquête - demande si les Budgets des citoyens sont publiés tout au long du processus budgétaire. C'est pourquoi la nouvelle législation est susceptible d'améliorer les résultats des scores futurs de l'OBI du Kazakhstan.

Le projet de loi du ministre des Finances est en cours de mise en œuvre et plusieurs chapitres pertinents sont d'ores et déjà disponibles sur les sites officiels des organismes d'État, y compris sur celui du ministère des Finances et des administrations locales. Les différents ministères et agences gouvernementales ont fait des progrès considérables en publiant leurs propres budgets des citoyens, qu'ils s'efforcent de rendre plus conviviaux.

Le projet du CLERA a été financé par le Programme pour la transparence des finances publiques de la Fondation Soros-Kazakhstan et par l'Initiative des collectivités locales.

Pour plus d'informations, contacter Contact Zhanibek Khassan à zhkhassan@soros.kz.

Ateliers d'analyse budgétaire au Ghana : Renforcement des connaissances et réforme, par Jennifer Sleboda, Partenariat budgétaire international

En octobre 2011, l'IBP a organisé un deuxième Atelier de formation à l'analyse budgétaire à Accra avec son organisation partenaire, le Forum de la société civile sur l'efficacité de l'aide au Ghana (Ghana Aid Effectiveness Forum - GAEF). L'atelier de quatre jours, qui a réuni 32 représentants d'organisations de la

société civile (OSC) à travers le Ghana, était basé sur un atelier d'analyse budgétaire précédent du GAEF qui s'est tenu au mois de mai. Le GAEF comprend 14 plateformes thématiques (dont la santé et l'éducation) ainsi que 10 organisations régionales de coordination.

Les deux ateliers ont été organisés pour soutenir la campagne « Spending Wisely » du GAEF (Dépenser sagement), qui vise à réformer en profondeur les systèmes de gestion des finances publiques du gouvernement et assurer que de nouveaux revenus (en particulier ceux du pétrole) soient dépensés à bon escient, de façon transparente et efficace. En décembre 2010, le GAEF a lancé sa campagne avec la publication du rapport, « [Spending Wisely: A Budget Reform Action Plan for Ghana](#) » [Dépenser raisonnablement : plan d'action des réformes budgétaires au Ghana], dans lequel le Forum relève les faiblesses du processus budgétaire ghanéen et émet des recommandations concrètes de réforme. Depuis lors, le GAEF travaille pour produire de nouveaux travaux de recherches sur le thème spécifique de la réforme des finances publiques, ainsi que des propositions détaillées sur la manière d'utiliser les recettes pour stimuler les investissements du Ghana dans les domaines prioritaires comme la santé, l'éducation, l'agriculture et la protection sociale.

Au mois de mai, l'IBP a collaboré avec le GAEF pour animer le premier atelier, qui traitait de la compréhension du cycle budgétaire du Ghana et des documents budgétaires produits par le gouvernement, de la lecture des documents budgétaires et de l'extraction des informations pertinentes, et du renforcement des compétences dans l'analyse budgétaire de base. À la fin de l'atelier, chacune des plateformes thématiques a réalisé des analyses sectorielles du budget 2010, qui ont ensuite été compilées dans un rapport intitulé « [What Is Our Purse Really Funding? GAEF Spending Wisely Campaign 2010 Budget Analysis Report](#) ». [Où va notre argent ? Rapport d'analyse budgétaire de la Campagne 2010 « Dépenser raisonnablement » du GAEF].

Les objectifs de l'atelier du mois d'octobre étaient de poursuivre le renforcement des capacités d'analyse budgétaire des participants, développer leurs capacités à utiliser l'analyse budgétaire pour faire valoir des arguments de plaidoyer et présenter les résultats d'analyse du budget, produire un avant-projet d'analyse du budget 2011 et préparer les participants à s'engager dans la proposition de budget de l'année 2012 .

Au cours de l'atelier, les participants ont pris part à un exercice visant à reproduire les principales conclusions du rapport du budget 2010 du GAEF en faisant référence aux chiffres contenus dans le budget 2010 et en reproduisant les calculs pour aboutir aux résultats et, au final, mieux les comprendre. Au cours de la séance suivante, ils ont continué à mettre en pratique de leurs compétences d'analyse budgétaire en calculant l'inflation, la croissance réelle et nominale, les actions et les taux d'exécution budgétaire, en prenant comme étude de cas le budget 2011 des infrastructures.

L'atelier s'est ensuite penché sur la façon d'utiliser les résultats de l'analyse budgétaire pour présenter des arguments de plaidoyer. Les participants ont examiné et évalué les forces et les faiblesses de deux exemples de rédaction de plaidoyer budgétaire, ce qui leur a permis d'examiner comment les OSC utilisent l'analyse budgétaire à des fins de plaidoyer — par exemple, pour vérifier si le gouvernement tient ses promesses, pour remettre en question les priorités du gouvernement, pour évaluer l'équité des politiques existantes, pour exiger la mise en œuvre des politiques existantes et pour proposer des alternatives basées sur le coût et l'efficacité des politiques actuelles.

Les participants ont ensuite appris comment présenter les résultats d'une analyse budgétaire de manière claire, facile à comprendre et conforme aux données. Ils ont étudié des exemples de graphiques, de cartes et de tableaux qui résument les données budgétaires, et pour chaque exemple, ils ont analysé les informations fournies ou non et ont proposé des améliorations visant à optimiser la clarté et la quantité d'informations véhiculées. Les participants ont ensuite travaillé en groupes sur deux tâches d'analyse budgétaire et ont conçu des tableaux pour présenter leurs conclusions.

La partie suivante de la formation a été consacrée aux analyses sectorielles du budget 2011, dans le but de préparer une analyse budgétaire semblable au rapport 2010 du GAEF. Le dernier jour de l'atelier, les participants ont commencé à préparer la publication de la proposition de budget pour l'année 2012 en examinant les orientations de ce budget et en discutant de la stratégie du Forum pour répondre à la proposition 2012. (La proposition a depuis été publiée le 17 novembre 2011.) Un petit groupe de travail a

été mis sur pied pour diriger la rédaction d'une déclaration sur les propositions budgétaires de 2011 et 2012. Les membres du Forum ont décidé que la mobilisation des recettes nationales serait au centre de leur analyse et de leur réponse à la proposition de budget de l'année 2012, et que chaque plateforme thématique devait également communiquer une brève déclaration sur la proposition 2012 en lien avec son secteur.

La transparence fiscale des gouvernements provinciaux chinois : évaluation, variations et leviers, par Liang Ma, Xi'an Jiaotong University School of Management

Il est essentiel d'approfondir les courants actuels de la recherche sur la transparence tant au niveau infranational qu'au niveau local, en particulier dans les grands pays comme la Chine, où la transparence fiscale du gouvernement est très faible. Selon [l'Enquête sur le budget ouvert](#) du Partenariat budgétaire international, le score de l'indice sur le budget ouvert s'élevait à 13 sur 100 en 2010 et à 14 sur 100 en 2008 en Chine, pays classé en 78^e position sur les 94 pays étudiés en 2010 et en 59^e position sur 85 en 2008.

Pour promouvoir la transparence gouvernementale, la « Réglementation de la République populaire de Chine sur l'information gouvernementale » (Réglementation OGI) a été adoptée par le Conseil d'État chinois le 5 avril 2007 et est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2008. Toutefois, la mise en œuvre de la réglementation OGI varie considérablement d'une région à l'autre en raison de l'opacité des directives centrales, du bon vouloir des autorités locales dans l'exécution des politiques et de fortes disparités socioéconomiques au niveau régional. Ainsi, il est important d'examiner les variations de la transparence fiscale et leurs déterminants entre différentes régions.

Les évaluations de la transparence fiscale des gouvernements provinciaux chinois

La réglementation OGI accorde aux citoyens le droit de demander des informations au gouvernement et exige un délai de réponse par courriel ou par courrier postal - ou une demande de prolongation - de 15 jours ouvrables. Le mandat permet aux observateurs d'évaluer la performance du gouvernement en matière de divulgation de l'information. Le Centre d'études des politiques publiques (Center for Public Policy Studies - CPPS) de la Shanghai University of Finance and Economics classe la transparence fiscale de 31 gouvernements sous-nationaux chinois chaque année depuis 2008, couvrant 22 provinces, cinq régions autonomes et quatre municipalités (à l'exclusion de Hong Kong, Macao et Taiwan). Le CPPS a élaboré un cadre pour évaluer la transparence fiscale en intégrant des expériences internationales et des caractéristiques nationales chinoises. Au total, 113 éléments d'information fiscale exigeant leur divulgation ont été demandés dans le cadre des évaluations, dont 66 éléments relatifs aux comptes du gouvernement, 30 éléments relatifs aux comptes de la sécurité sociale et 17 éléments relatifs aux comptes des entreprises d'État.

Le CPPS a recruté plus de 100 bénévoles pour demander des renseignements budgétaires à 31 gouvernements provinciaux. Le comportement du gouvernement, la diligence avec laquelle il a répondu et l'exhaustivité des informations communiquées ont été évalués pour mesurer la transparence fiscale des gouvernements provinciaux spécifiques. La rapidité et la précision de l'information n'ont pas été prises en compte dans cette enquête. Les informations ont été demandées de façon indépendante à cinq reprises pour confirmer la fiabilité de l'évaluation.

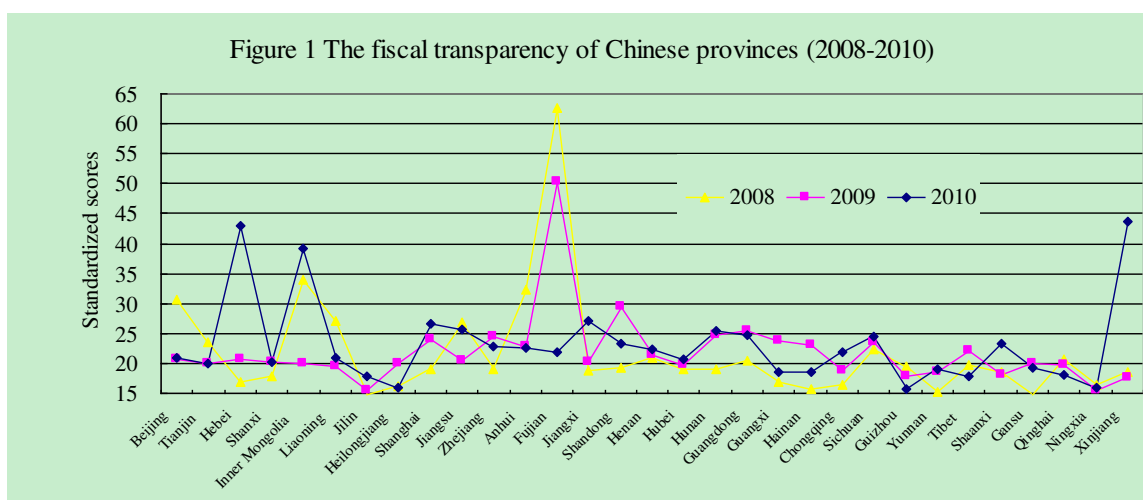
Les gouvernements ont été jugés conformément à la réglementation OGI et ont été notés de 0 à 50 en fonction de l'attitude et du sérieux de leurs réponses. L'exhaustivité des informations a été notée de 0 à 10 pour chaque élément, avec des totaux allant de 0 à 1130. L'indice de transparence fiscale variait de 0 à 1180, avec des scores standardisés allant de 0 à 100. Aucune province n'a obtenu un score supérieur à 65.

Les variations de la transparence fiscale entre les gouvernements provinciaux chinois

L'évaluation du CPPS révèle que les gouvernements provinciaux chinois ne sont pas aussi transparents qu'ils devraient l'être au niveau fiscal. En moyenne, les gouvernements ont répondu à seulement 22 pour

cent des demandes de renseignements budgétaires émises par le CPPS au cours des trois dernières années, même si la loi exige la divulgation complète.

Heureusement, la transparence budgétaire s'améliore quelque peu. Le score moyen était de 21,71 en 2008, de 21,87 en 2009 et de 23,14 en 2010. Mais il existe d'énormes disparités dans la transparence fiscale entre les provinces chinoises (voir Figure 1). Les scores de l'année 2008 varient de 14,79 (Jilin et Gansu) à 62,66 (Fujian). Les scores de l'année 2009 varient de 15,37 (Ningxia) à 50,41 (Fujian). La province qui a obtenu le score le plus élevé en 2010 était Xinjiang (43,65), tandis que le score le plus faible a été observé à Guizhou (15,74). Il semble y avoir une tendance subtile de la convergence sur les scores de transparence fiscale, sachant que les écarts entre les provinces se réduisent. Les provinces peuvent adhérer à la doctrine confucéenne du « juste milieu », sachant que les progrès de la transparence ont ralenti dans les provinces pionnières (telles que Fujian) et se sont accélérés dans les provinces qui étaient à la traîne (comme Xinjiang).



Legend :

Figure 1 : Fiscal transparency of Chinese provinces (2008-2010) = Figure 1 : La transparence fiscale des provinces chinoises (2008-2010)

Standardized scores = Scores standardisés

Les moteurs de la transparence budgétaire dans les gouvernements provinciaux chinois

Pourquoi existe-t-il des différences considérables entre les niveaux de transparence budgétaire des provinces ? Nous constatons que les moteurs de la transparence fiscale sont la demande du public (les qualités des citoyens et les caractéristiques provinciales), les performances budgétaires, les ressources et les capacités du gouvernement et la volonté des dirigeants provinciaux à divulguer l'information. Les résultats montrent que l'ouverture économique, la « marchandisation », les déficits budgétaires, les capacités institutionnelles et les caractéristiques des leaders locaux (tels que le mandat des gouverneurs) sont également des moteurs clés de la transparence fiscale des provinces.

Ces informations ont des implications pratiques pour l'amélioration de la transparence budgétaire infranationale en Chine et dans d'autres pays. Les réformes de la transparence budgétaire sont difficiles à atteindre et les gouvernements doivent disposer de ressources indispensables à leur mise en œuvre. Les responsables infranationaux et locaux des affaires administratives sont des acteurs essentiels pour améliorer la transparence ; leur accord et leur appui sont des éléments très importants. De plus, la transparence pourrait être renforcée par le gouvernement central au moyen de contrôles plus efficaces et d'incitations aux fonctionnaires locaux. Enfin, la transparence économique et les réformes axées sur le

marché contribuent fortement à la transparence fiscale, et la transparence gouvernementale aura beaucoup à gagner sur le long terme en approfondissant les réformes institutionnelles et en plaidant pour l'ouverture économique.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Liang Ma à ken0821@sohu.com.

Pour lire l'article dans son intégralité, veuillez consulter le site :

http://spaa.newark.rutgers.edu/images/stories/documents/Transparency_Research_Conference/Papers/Ma_Liang.pdf.

L'IBP : catalyser l'activisme, encourager le progrès

Recommandations pour une gestion budgétaire et une présentation des résultats transparentes, par Vivek Ramkumar, Partenariat budgétaire international

Le 14 novembre, le directeur de l'Initiative sur le budget ouvert du Partenariat budgétaire international, Vivek Ramkumar, s'est rendu à Harare, Zimbabwe, pour discuter avec l'Organisation des Comités des comptes publics de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADCOPAC) sur la façon dont les gouvernements de la région peuvent améliorer la responsabilisation grâce à la transparence des processus budgétaires et la présentation des résultats. La SADCOPAC est chargée d'autonomiser les membres du Parlement (députés) de ses États membres, de les aider à s'acquitter efficacement de leurs fonctions de supervision en matière de finances du secteur public et de promouvoir la bonne gouvernance dans la région.

Le thème de la conférence annuelle de la SADCOPAC était « Le partenariat stratégique des Comités des comptes publics avec les institutions de surveillance pour la responsabilisation durable et efficace des ressources publiques ». Dans son allocution, Ramkumar a discuté des défis auxquels sont confrontés les auditeurs et les comités des comptes publics pour faire respecter la responsabilisation. Il a recommandé une plus grande collaboration avec la société civile et a décrit comment celle-ci pouvait améliorer l'efficacité des auditeurs et des comités des comptes publics. La pertinence du travail des auditeurs pour le public et sa participation pourraient réduire bon nombre de ces défis. Le public peut même aider les auditeurs en signalant les problèmes rencontrés par leur communauté dans l'exécution du budget. Par exemple, le gouvernement de l'État d'Andhra Pradesh en Inde met actuellement en œuvre des audits sociaux pour suivre un programme d'emploi rural important. Grâce à ce processus de suivi participatif, le public a aidé les auditeurs à identifier des détournements de fonds d'une valeur de près de 25 millions de dollars américains, ce qui a entraîné la récupération de cinq millions de dollars et le licenciement de plus de 3000 membres du personnel qui avaient commis des actes inappropriés.

Les comités des comptes publics doivent jouer un rôle complémentaire dans l'amélioration de l'efficacité de la responsabilisation des ressources publiques. Ramkumar a recommandé que ces comités responsabilisent les auditeurs en faisant la promotion de leur indépendance vis-à-vis de l'exécutif, en encourageant le gouvernement à augmenter les ressources allouées aux institutions d'audit et en examinant les rapports d'audit en temps opportun. Les comités des comptes publics doivent cependant fonctionner d'une manière non partisane. Ils ont également besoin d'accéder à une information indépendante et fiable, d'avoir une couverture médiatique et la participation du public. Beaucoup de ces facteurs pourraient être renforcés si les comités nouaient de nouveaux partenariats avec la société civile, qui se concentre davantage sur les initiatives visant à surveiller et à suivre les dépenses publiques.

Pour en savoir davantage sur la SADCOPAC, veuillez consulter le site <http://www.sadcopac.org/> ou adressez un courriel à Vivek Ramkumar à ramkumar@cbpp.org.

Pour lire les documents de la conférence de la SADCOPAC, veuillez consulter le site : <http://sadcopac.wikispaces.com/>.

La politique d'aide budgétaire de la Commission européenne : L'IBP et Global Witness présentent leurs recommandations, par Elena Mondo et Erin Upton-Cosulich, Partenariat budgétaire international

Au cours d'un atelier récent d'une durée de deux jours, la Commission européenne (CE) a réuni des bailleurs de fonds étrangers, des organisations de la société civile et des experts pour se pencher sur plus de 30 recommandations relatives à sa politique actualisée d'aide grâce à un soutien budgétaire direct - à savoir, fournir une assistance directe que les gouvernements nationaux devront gérer dans le cadre du processus budgétaire ordinaire plutôt que de fournir cette aide à des projets spécifiques ou à des fonds hors budget. Le Partenariat budgétaire international (IBP) a émis des recommandations dans le cadre des discussions relatives à l'appui budgétaire comme moteur de responsabilisation, de transparence et de surveillance budgétaires dans les pays bénéficiaires de l'aide.

Pour commencer, l'IBP a recommandé que les trois principales lignes directrices existantes de la CE sur les critères d'éligibilité à l'appui budgétaire fassent référence de manière spécifique à la transparence et à la responsabilisation budgétaires. L'IBP a également proposé un quatrième critère d'éligibilité axé sur la promotion de la responsabilité nationale comme exigence pour recevoir un appui budgétaire. Enfin, concernant la surveillance des résultats, l'IBP a noté que l'amélioration de la transparence et de la responsabilité nationales nécessite l'adoption d'indicateurs spécifiques, mesurables et limités dans le temps pour surveiller les améliorations dans ces domaines. Les lignes directrices révisées de la CE pourraient se référer aux normes internationales existantes, telles que l'Enquête sur le budget ouvert de l'IBP, pour fixer des jalons appropriés à la transparence budgétaire des pays bénéficiaires.

Les discussions avec les bailleurs de fonds sur la façon de réviser les politiques d'aide autour de l'appui budgétaire direct font partie d'une tendance récente qui souligne la nécessité d'une transparence accrue dans les pays bénéficiaires. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'article publié dans ce numéro, « Le Forum de Busan sur l'efficacité de l'aide : les prochaines étapes ? » et lire la note d'information intégrale sur le Forum de Busan de haut niveau sur l'efficacité de l'aide [ici](#).

Pour plus d'informations sur la politique d'aide budgétaire de la Commission européenne, veuillez consulter le site : http://ec.europa.eu/europeaid/how/delivering-aid/budget-support/index_en.htm.

Visites d'échange : L'occasion de travailler ensemble et de faire progresser les objectifs budgétaires internationaux communs, par Erin Upton-Cosulich, Partenariat budgétaire international, et Teresa Guthrie, Centre pour la gouvernance économique et le sida en Afrique

Lors d'une visite d'échange récente entre les partenaires de l'IBP en Afrique australe et au Brésil, les groupes de la société civile qui s'occupent de la surveillance budgétaire ont partagé leurs expériences et renforcé les bases d'une future collaboration internationale. Venus d'Afrique australe, les représentants du Centre pour la gouvernance économique et le sida en Afrique (CEGAA), du Women's Resource Centre & Network (ZWRNCN) au Zimbabwe, de l'Association nationale des organisations non gouvernementales (NANGO), et de la Coalition budgétaire au Zimbabwe ont visité l'Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC), une organisation de la société civile (OSC) brésilienne qui mène des travaux de recherche et des activités de renforcement des capacités en matière de droits socio-économiques.

Les objectifs collectifs et les résultats de la visite sont les suivants :

- Les participants ont cherché à **partager les expériences organisationnelles du plaidoyer budgétaire** au Mozambique, en Angola, au Zimbabwe et au Brésil.
- Les participants ont cherché à **partager le matériel de formation**, notamment une version personnalisée de la méthode [ELBAG](#) (Economic Literacy for Budget Accountability).
- Les participants invités devaient **participer à des manifestations liées au budget** et ont également fait une rencontre intéressante avec le développeur de [SIGA Brésil](#), une base de données innovante qui permet à la société civile de surveiller les comptes publics.

- Les participants invités souhaitent se **familiariser aux systèmes de réponse au VIH/sida** et à leur financement au Brésil. La société civile brésilienne peut, par exemple, contrôler toutes les données relatives aux dépenses liées au VIH/sida sur un site gouvernemental.
- Les participants ont cherché à **discuter des questions liées à l'organisation et aux systèmes**, notamment la gestion de la croissance, les rôles et responsabilités, le financement et la durabilité et l'assurance qualité
- Les participants ont cherché à **explorer les futures collaborations Sud-Sud** et les possibilités de financement.

La visite d'échange a illustré de manière utile comment les groupes de défense du budget peuvent travailler ensemble, apprendre les uns des autres et adhérer à des objectifs communs.

Pour plus d'informations sur le CEGAA, veuillez consulter le site <http://www.cegaa.org/>.

Pour plus d'informations sur l'INESC, veuillez consulter le site <http://www.inesc.org.br/>.

Restez informés : Publications et ressources Internet

L'Initiative sur le Budget ouvert de l'IBP lève le voile sur les activités hors budget dans cinq nouveaux guides sur la transparence, par le Partenariat budgétaire international

La plupart des gouvernements n'intègrent pas d'informations sur l'ensemble des activités fiscales dans leurs documents budgétaires, ce qui peut donner à la société civile, au public, aux institutions de surveillance et à d'autres intervenants clés une image incomplète ou déformée de la santé financière d'un pays.

Dans le guide intitulé « *A Guide to Transparency in Public Finances: Looking Beyond the Budget* » - une série de cinq guides courts sur un certain nombre de questions ou d'activités souvent catégorisées « hors budget » - l'Initiative sur le budget ouvert se penche sur les domaines des finances publiques qui sont moins bien compris et particulièrement vulnérables aux efforts visant à les soustraire à l'examen public.

1. [Les fonds extra-budgétaires](#)
2. [Les dépenses fiscales](#)
3. [Les activités quasi-fiscales](#)
4. [Les passifs éventuels](#)
5. [La future dette éventuelle](#)

Pour chacun de ces domaines, les guides répondent aux questions suivantes :

- a) Que signifient-ils et en quoi réside leur intérêt ?
- b) Pour chacun de ces domaines, quelles informations le gouvernement doit-il inclure dans les documents budgétaires et dans les autres rapports ?
- c) Comment les groupes de la société civile peuvent-ils utiliser ces informations pour atteindre leurs objectifs de recherche et de plaidoyer ?
- d) Où trouver des informations supplémentaires, des exemples de pays et des « modèles de rapport » ?

Veuillez consulter le site www.internationalbudget.org dans deux semaines pour accéder à la traduction des guides en français et en espagnol.

Super Duper Impact Planning Guide [Super guide de la planification de l'impact], par Albert van Zyl, par le Partenariat budgétaire international

Un plan d'impact est une explication et un plan d'action détaillé sur la manière dont les organisations de la société civile prévoient la réussite et réalisent les objectifs escomptés de leurs stratégies de campagnes de plaidoyer. Dans ce nouveau guide de l'IBP, les organisations suivent pas à pas le processus d'élaboration d'un plan qui représente la séquence des changements qu'ils espèrent opérer grâce à leur travail.

Télécharger le guide complet [ici](#).

Jobs for all ? [Des emplois pour tous ?] Un guide de la société civile pour comprendre et suivre la politique industrielle], par Jason Lakin, Partenariat budgétaire international

Ce guide est conçu pour les organisations de la société civile et les personnes qui ont intérêt à encourager la surveillance de la politique industrielle dans leurs pays. Relativement peu de groupes de citoyens axent leur plaidoyer sur la politique industrielle, mais beaucoup se préoccupent des questions telles que l'emploi, la réduction de la pauvreté et la croissance économique. La politique industrielle est non seulement un domaine politique clé pour s'attaquer à ces problèmes, mais également un domaine soumis à des abus considérables. Si la politique industrielle doit être utilisée de manière efficace, la société civile et le public doivent se prémunir contre les types de gaspillage et d'inefficacité qui ont souvent accompagné ces politiques dans le passé.

Lire le rapport complet [ici](#).

Rapport sur la corruption dans le monde : le changement climatique, par Transparency International

Le dernier Rapport sur la corruption dans le monde traite du thème du changement climatique. Il explique que s'attaquer au changement climatique est le plus grand défi de la gouvernance que le monde n'ait jamais connu et qu'une réponse adéquate ira de pair avec l'urgence de la situation, sa complexité et l'émergence de changements spectaculaires pour nos économies. Il faudra créer un système de gouvernance pour financer l'atténuation des changements climatiques (réduire les émissions et passer à une économie à faible intensité de carbone) et l'adaptation (lutter contre les effets du changement climatique) qui nécessitera la création de nouvelles institutions et de nouveaux systèmes, et l'intégration des systèmes existants, pour gérer les flux de fonds aux niveaux mondial, national, local, et des entreprises. C'est pourquoi il est essentiel de bien faire les choses, sachant que les flux de fonds pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique entre les pays et les acteurs du secteur privé sont estimés à 100 -200 milliards de dollars par an.

Le rapport souligne également que la corruption menace sérieusement la réponse au changement climatique ; « [I] orsque des quantités énormes d'argent circulent dans marchés et des systèmes nouveaux et non testés, le risque de corruption est réel ». Le rapport appelle à une surveillance étroite et à des réponses rapides pour identifier des lacunes de supervision et les autres possibilités de corruption et de mauvaise gestion à l'égard des fonds destinés à atténuer et s'adapter au changement climatique. Le rapport recommande aux gouvernements, entre autres, à instaurer une transparence complète à tous les niveaux de la circulation de ces fonds, à la mise en place de mécanismes et d'institutions solides pour contrôler et superviser les politiques et les projets au niveau national, et à la création d'opportunités et de systèmes permettant la participation publique à l'élaboration et au contrôle des politiques. Le rapport recommande à la société civile de s'engager dans une surveillance et une supervision indépendantes des projets et des politiques relatifs au changement climatique, d'aider les collectivités à participer à tous les niveaux de décision politique et de mise en œuvre des projets et de former de vastes coalitions qui s'inspirent de leurs expériences et expertises diverses.

Pour télécharger le rapport complet, veuillez cliquer [ici](#).

Transfert de pouvoir ? Évaluation de l'impact des initiatives de transparence et de responsabilisation, par Rosie McGee et John Gaventa, Institute of Development Studies

Cet article résulte d'une étude sur l'impact et l'efficacité des initiatives de transparence et de responsabilisation qui a rassemblé et analysé des preuves, discuté de la façon dont la transparence et la reddition de comptes pouvaient être améliorées, et évalué comment l'impact et l'efficacité pouvaient être renforcés. Ce document affirme qu'il est indispensable de redonner du sens à l'impact par rapport aux initiatives de responsabilisation et aux efforts menés pour changer la gouvernance et la société de manière plus large.

Pour plus d'informations, lire l'article complet [ici](#).

Appel à propositions et offres d'emploi

Assistante administrative pour le programme de l'IBP au Moyen-Orient/Afrique du Nord (MOAN)

L'IBP recherche une assistante administrative pour fournir un appui administratif au Programme de formation et d'assistance technique, et au projet de la région MOAN en particulier.

Pour lire la fiche de poste, veuillez consulter : <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/MENA-Admin-Assisstant-JD-220911.pdf>.

Responsable de programme (Réformes gouvernementales) pour le programme de l'IBP au Moyen-Orient/Afrique du Nord

L'IBP recherche un responsable de programme (réformes gouvernementales) pour diriger l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies des projets de l'IBP dans la région MOAN et appuyer les réformes du gouvernement visant à inciter la participation de la société civile dans les politiques et les processus budgétaires.

Pour lire la fiche de poste, veuillez consulter : <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/MENA-Program-Officer-Government-Reform.pdf>.

Responsable de programme (Société civile) pour le programme de l'IBP au Moyen-Orient/Afrique du Nord (MOAN)

L'IBP recherche un responsable de programme (Société civile) pour diriger le développement et la mise en œuvre des stratégies des projets de l'IBP dans la région MOAN et appuyer les engagements de la société civile dans les politiques et les processus budgétaires. Le poste sera basé en Tunisie.

Pour lire la fiche de poste, veuillez consulter : <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/MENA-Program-Officer-Civil-Society.pdf>.

Directeur Général auprès de *Publish What You Fund*

Publish What You Fund est une campagne internationale pour la transparence de l'aide dans le monde. Son rôle exige un leader dynamique et passionné pour diriger la stratégie d'une petite équipe dynamique enthousiaste ; représenter l'organisation auprès du public ; et assurer la liaison avec des partenaires clés de la campagne.

Pour lire la fiche de poste, veuillez consulter : <http://www.publishwhatyoufund.org/resources/about-us/vacancies/vacancy-managing-director/> or email recruiting@publishwhatyoufund.org.

Directeur auprès de la Transparency and Accountability Initiative

La Transparency and Accountability Initiative est une collaboration des bailleurs de fonds engagés dans le renforcement et le développement de la démocratie pour donner aux citoyens le pouvoir de demander des comptes à leurs institutions dirigeantes. Le directeur sera une personne dotée de capacités prouvées à diriger des équipes et sera chargé d'interagir avec des intervenants de haut niveau et de produire des résultats.

Pour lire la fiche de poste, veuillez consulter : <http://www.transparency-initiative.org/news/vacancy-tai-director>.

Appel à propositions relatif à la conduite de travaux de recherche pluriannuels sur l'impact des actions liées à la transparence et la responsabilisation dans le cadre de la Transparency/Accountability Initiative.

La *Transparency and Accountability Initiative* (T/AI) a le plaisir de publier un appel à propositions pour des soumissions par des institutions ou des consortiums de recherche ou d'évaluation pour élaborer une proposition de recherche rigoureuse sur plusieurs années sur l'impact des interventions relatives à la transparence et à la responsabilisation (T/R). L'objectif est de combler les principales lacunes dans nos connaissances sur les interventions de T/R et d'approfondir notre compréhension commune de ce qui fonctionne, pourquoi et dans quelles circonstances. La recherche sera financée par la Fondation Bill & Melinda Gates, le Département britannique pour le développement international, la Fondation William et Flora Hewlett, et d'autres organisations potentielles, sous l'égide de la T/AI.

Télécharger la Demande de propositions (DP) [ici](#). Les exigences de présentation y sont décrites en détail.

Les soumissions doivent être envoyées avant le 3 janvier 2012 à 11h59 GMT à l'adresse suivante : smathes@scalingimpact.net.